

[Text]

closest market. I think we are going to see more north-south trade in the future than trade east-west within our own country. So I think we have to get our own house in order first and I think we have to start. You are not going to get 100%, but I think 90% is a pretty good start.

Charlie, would you like to comment further?

Mr. Charles Gracey (Executive Vice-President, Canadian Cattlemen's Association): Very little. I think, reflecting back to your question, the key point we have made in this brief and throughout the piece is that we defend the rights of provinces who wish to opt out. We cannot force them in, so we defend their right to opt out. But we oppose their right to alter the plan to suit their particular needs. And that is why our brief says we are opposed to any type of top-loading or any type of regional cost base on the argument that some province's costs are higher than another.

We have been through that in three years of negotiation and the only way we can maintain the national integrity of our industry is to insist that there be no top-loading and no regional cost base. Therefore, let the industry develop where it has the best chance to develop.

That is our position. I think there is quite a difference between saying you will allow a province to opt out, which they have the right to do, and saying that we will make the plan so flexible that any province can have whatever they want. As our president said, we have the consensus of seven of the nine provinces, as far as producers are concerned, and I think five or six of the provinces as far as governments are concerned.

Mr. Foster: Last year the EEC pushed some 51 million pounds of beef into Canada and the meat import law was triggered on December 21 to restrict that to 5.9 million pounds of beef. It is my understanding that the government has agreed to increase that to 23 million pounds today. Do you see this bill or the kind of national market, national stabilization program, uniting your organization or giving you any strength or any new tools or resolve to fight off that kind of action of putting in beef that is subsidized by 38¢ or 48¢ a pound? I mean, does it have any relevance to that problem?

Mr. Gracey: I think in so far as uniting our industry, we have never been more united on an issue than we are against the EEC. I think you also know that we have already launched an official complaint seeking countervail action.

I think the thrust of your question is interesting though, because there is a linkage in the sense that under a national tripartite stabilization program governments become concerned not only about the plight of farmers but about the plight of their own treasury if the importation of European

[Translation]

mon avis, nous assisterons à plus d'échanges commerciaux Nord-Sud que d'échanges Est-Ouest chez nous. Je pense donc que nous devons d'abord mettre de l'ordre dans notre propre boutique, et ce dès maintenant. Vous n'aurez pas à 100 p. cent d'adhésion, mais je pense que 90 p. cent est un très bon départ.

Charlie, aimeriez-vous ajouter quelque chose?

M. Charles Gracey (vice-président de l'exécutif, Association canadienne des éleveurs de bovins): J'ai très peu à ajouter. Pour en revenir à votre question, le principal argument que nous présentons dans ce mémoire est que nous défendons le droit qu'ont les provinces de se retirer de ces programmes. Nous ne pouvons les forcer à participer, alors nous défendons leur droit de s'en retirer. Cependant nous nous opposons à ce qu'on leur permette de modifier le programme en fonction de leurs propres besoins. C'est pourquoi dans notre mémoire nous affirmons nous opposer à tout type de relèvement des niveaux de soutien ou à toute forme d'aide supplémentaire fondée sur les coûts régionaux, sous prétexte que dans certaines provinces les coûts sont plus élevés qu'ailleurs.

Nous avons discuté de tout cela au cours de trois années de négociations et, à notre avis, la seule façon de maintenir l'intégrité nationale de notre industrie est d'insister pour qu'il n'y ait pas de relèvement des niveaux de soutien, pas plus que d'ajustement en fonction des coûts régionaux. Laissons donc l'industrie s'établir là où elle a les meilleures possibilités de croissance.

Voilà notre position. À mon avis, il y a toute une différence entre affirmer que les provinces peuvent se retirer du programme, ce qui est leur droit, et de dire que nous concevons un plan tellement souple qu'elles pourront l'adopter à leurs besoins. Comme le disait notre président, nous avons obtenu le consensus entre les producteurs dans sept des neuf provinces, ainsi que dans cinq ou six administrations provinciales.

M. Foster: L'an dernier la CEE a exporté environ 51 millions de livres de boeuf au Canada et la loi sur l'importation de la viande a été appliquée le 21 décembre de façon à réduire ces chiffres à 5.9 millions de livres de boeuf. Sauf erreur, le gouvernement a accepté aujourd'hui de porter ce quota à 23 millions de livres. Considérez-vous ce projet de loi ou le genre de programme national de stabilisation dont nous parlons comme un élément d'unité ou de force pour votre organisation? Les percevez-vous comme de nouveaux outils ou l'expression d'une plus grande volonté de combattre ce genre de mesure qui permet d'importer de la viande de boeuf subventionnée à 38 ou à 48 cents la livre? Ce dont nous parlons est-il pertinent à ce problème?

M. Gracey: Pour ce qui est d'unir notre industrie, nous n'avons jamais été aussi unis face à un problème que nous le sommes présentement dans le cas de la CEE. De plus, vous savez probablement que nous avons déjà déposé une plainte officielle, demandant une contre-mesure.

Je trouve votre question intéressante car il y a effectivement un lien, en ce sens que dans un programme national tripartite de stabilisation, les gouvernements s'inquiètent non seulement du sort des fermiers, mais également du sort de leurs propres trésors; en effet si l'importation de boeuf européen nuit au